

Flash Economie

31 août 2020 - 974

France : comment éviter une croissance nulle en 2021 et 2022 ?

Le risque d'une croissance quasi-nulle en France en 2021 et 2022 est très grand, avec le recul de l'investissement et la perte de capital productif, avec les faillites, avec le recul du capital humain et la hausse du chômage structurel, avec la multiplication des entreprises zombies surendettées.

Quelles politiques économiques peuvent être menées pour échapper à cette stagnation de l'économie française dans les deux prochaines années ?

- Ne pas essayer de sauver toutes les entreprises, ou de sauver tout l'emploi dans toutes les entreprises, ce qui fabriquerait une multitude de zombies ; il faut réussir à passer de la protection de l'emploi à la protection des personnes ;
- favoriser la montée en gamme de l'économie (relocalisations ciblées, aide à la robotisation, au développement de nouvelles industries), sachant qu'il est impossible de relocaliser les industries de main d'œuvre ;
- dimensionner le système de formation professionnelle, de requalification, pour qu'il puisse accueillir le très grand nombre de personnes qui vont devoir changer de secteur d'activité ;
- éviter l'aggravation de l'inemployabilité des jeunes, en continuant à former ceux qui n'arrivent pas à entrer sur le marché du travail.

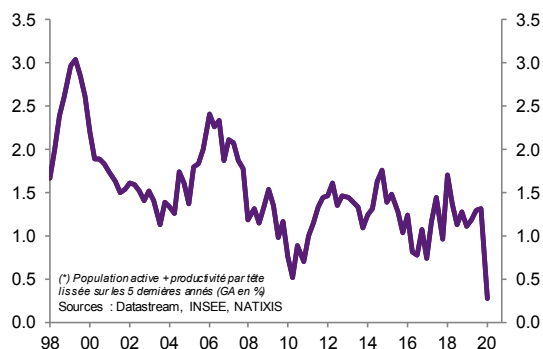
Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

Le risque d'une croissance quasi-nulle en France en 2021-2022

Avant la crise de la Covid, la croissance potentielle était déjà très faible en France (graphique 1).

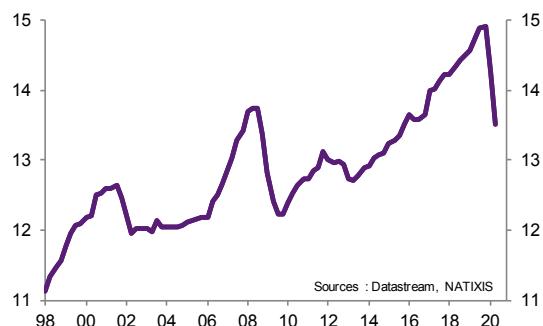
Graphique 1
France : croissance potentielle* (volume, GA en %)



Mais la récession due à la crise de la Covid va réduire encore plus la croissance potentielle de la France, avec :

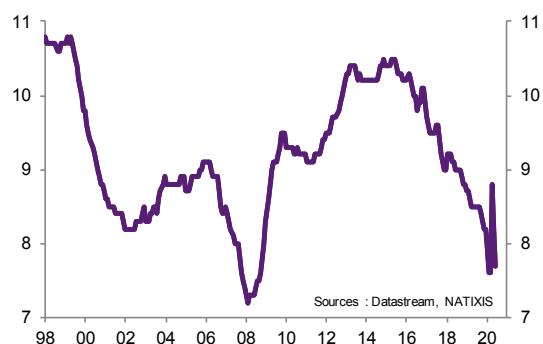
- la perte de capital productif due au recul de l'investissement (graphique 2) et aux faillites ;

Graphique 2
France : investissement total des entreprises
(en % du PIB volume)



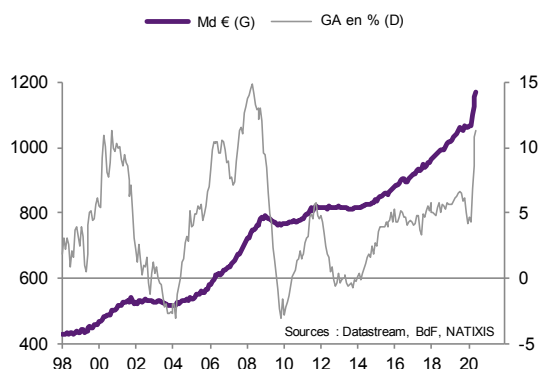
- la perte de capital humain due à la hausse du chômage (graphique 3) ;

Graphique 3
France : taux de chômage (en %)



- la multiplication des entreprises zombies avec la hausse de l'endettement (**graphique 4**).

Graphique 4
France : crédits aux entreprises



Il y a donc un vrai risque de croissance très faible en France en 2021-2022, ce qui impliquerait :

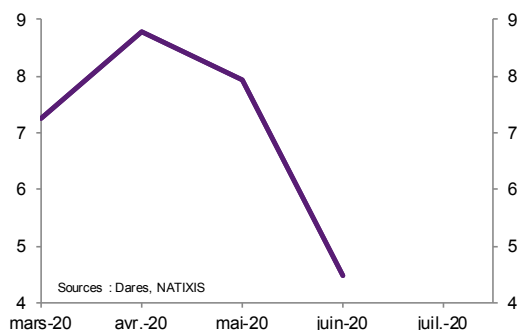
- des difficultés pour les finances publiques ;
- la stagnation du pouvoir d'achat ;
- des tensions sociales et politiques ;
- l'absence de ressources pour financer la transition énergétique.

Quelles politiques économiques pour éviter l'absence de croissance en France en 2021-2022 ?

Face à ce risque de croissance nulle, que peut faire le gouvernement, quelles politiques économiques peuvent être utilisées ?

- 1- Il faut renoncer à la tentation de sauver toutes les entreprises et tous les emplois**, par le crédit, les subventions, le maintien indéfini du chômage partiel (**graphique 5**).

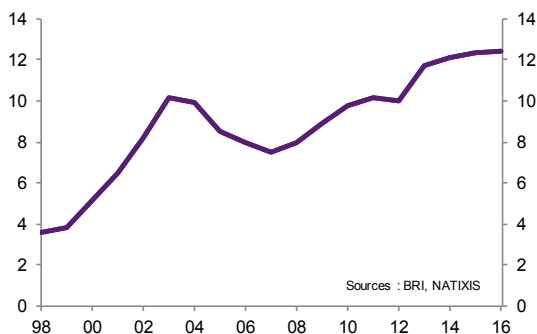
Graphique 5
France : nombre de salariés en chômage partiel
(en millions)



Cette politique ferait apparaître **une multitude d'entreprises zombies**, qui investiraient peu, se développeraient peu, comme on l'a vu dans tout l'OCDE après la crise des subprimes (**graphique 6**).

Graphique 6
OCDE* : proportion d'entreprises zombies (en %)

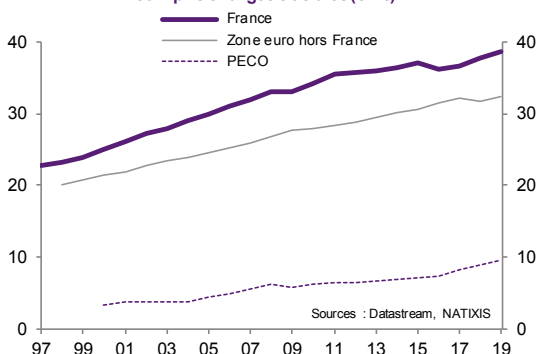
(*) Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Allemagne, Italie, Japon, Pays-Bas, Espagne, Suède, Suisse, Royaume-Uni, Etats-Unis



Il faut donc réaliser ce projet connu qui est de **substituer la protection des personnes à la protection de l'emploi**, ce qui veut dire par exemple : maintenir le revenu du salarié pendant qu'il se forme et non pour rester dans une entreprise durablement en difficulté.

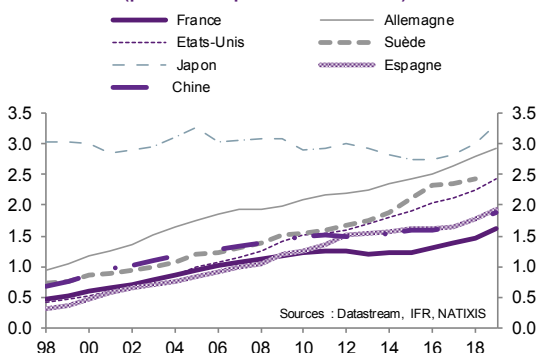
- 2- Il faut favoriser la montée en gamme de l'économie française pour stimuler la productivité. Compte tenu du niveau très élevé des coûts de production en France (graphique 7), il est impossible de relocaliser en France des industries de main-d'œuvre.

Graphique 7
Salaire horaire dans l'industrie manufacturière y compris charges sociales (en €)



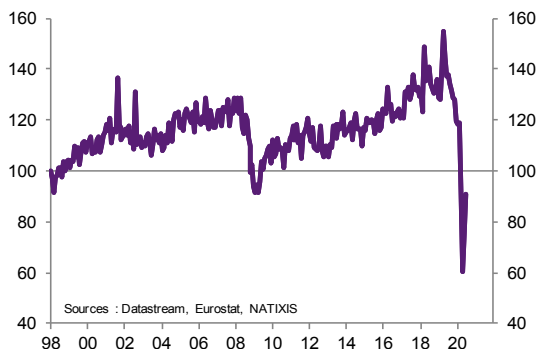
La bonne stratégie est de développer les entreprises sophistiquées avec des aides aux relocalisations pour les technologies avancées (batteries électriques de prochaine génération, matériel de télécom...), avec le développement des industries du futur (hydrogène...), avec des aides à la robotisation tout à fait insuffisante en France (graphique 8).

Graphique 8
Stock de robots industriels (pour 100 emplois manufacturiers)



- 3- Il faut dimensionner le système de formation professionnelle, de requalification pour qu'il puisse accueillir les centaines de milliers de salariés qui vont devoir changer de secteur d'activité avec les difficultés durables de l'automobile, de l'aéronautique (graphique 9), du transport aérien, du tourisme, de la distribution traditionnelle...

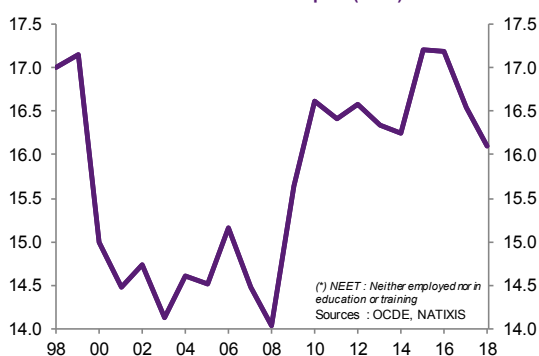
Graphique 9
France : production de matériel de transport
(100 en 1998:1)



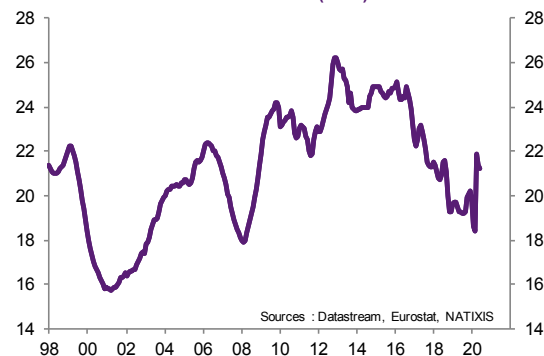
Les compétences de ces salariés ne seront plus adaptées aux demandes des secteurs qui vont embaucher (informatique, distribution en ligne, santé et pharmacie...).

- 4- Ce que le gouvernement français essaye déjà de mettre en œuvre, **une politique qui évite l'aggravation de l'employabilité des jeunes (graphiques 10a/b)**, qui vont trouver beaucoup de difficultés pour rentrer sur le marché du travail, et dont il faudra prolonger la période de formation, tout en leur fournissant un revenu.

Graphique 10a
France : proportion des jeunes âgés de 15 à 29 ans
déscolarisés sans emploi* (en %)



Graphique 10b
France : taux de chômage des jeunes âgés de
moins de 25 ans (en %)



Synthèse : au total, éviter ce qui réduit la croissance potentielle après une récession

La politique économique à mener en France doit donc éviter que la récession due à la Covid fasse reculer la croissance potentielle, d'où les composantes de cette politique économique :

- si la réduction du stock de capital productif est inévitable, il peut y avoir une plus grande sophistication du capital ;
- éviter la perte de capital humain (jeunes, salariés des secteurs en difficulté) ;
- éviter les entreprises zombies.